

DÉMOCRATIE, SALAIRES, RETRAITES, SERVICES PUBLICS, CLIMAT, PAIX...

MOBILISONS-NOUS CONTRE LE COUP DE FORCE DE MACRON ET POUR GAGNER DES AVANCÉES !

Depuis plus d'un mois, le Nouveau Front populaire, coalition arrivée en tête des élections législatives des 30 juin et 7 juillet derniers, a désigné sa candidate pour constituer un gouvernement. Depuis plus d'un mois, nous attendons du président de la République qu'il agisse en garant des institutions en tirant la seule conclusion politique d'un scrutin qu'il a lui-même décidé: la désignation de Lucie Castets comme Première ministre. En refusant la mise en place du nouveau gouvernement Nouveau Front Populaire, le Président empêche l'avènement d'une nouvelle façon de conduire la politique de la Nation que les Françaises et les Français attendent.

Le vendredi 23 août dernier, les représentants nationaux des partis fondateurs du NFP, avec les présidentes et présidents de groupes parlementaires du Nouveau Front populaire, ont rencontré le Président de la République. Devant elles et eux, il a pris acte de l'attente exprimée par la population, qui a placé le Nouveau Front populaire en tête des élections, de tourner la page de la politique menée depuis sept ans. C'est ce que fera le Nouveau Front populaire en engageant le redressement des services publics, en augmentant les salaires et les minima sociaux, en accélérant la bifurcation écologique du pays et en procédant à un renouveau démocratique. Le vendredi 23 août il a été aussi rappelé qu'il revenait désormais au Parlement et non à l'Elysée de former des majorités parlementaires texte par texte et qu'en persistant à vouloir former son propre gouvernement, le président de la République sortait du rôle d'arbitre que lui assigne l'article 5 de la Constitution, niant ainsi le choix des électeurs et électrices.

Le Président de la République doit nommer Lucie Castets à Matignon. Car c'est bien le programme du Nouveau Front Populaire, coalition arrivée en tête des dernières législatives marquées par une participation historique, que le Président Macron et le MEDEF refusent en fait de voir présenter à l'Assemblée nationale : augmentation du SMIC et de l'ensemble des salaires, pensions et minima sociaux, abrogation de sa réforme funeste repoussant l'âge de la retraite à taux plein à après 64 ans ; réforme fiscale et retour de l'impôt sur les grandes fortunes; ré-industrialisation sociale et écologique; défense des services publics, de la santé, de l'éducation, de la justice, de la police de proximité; politique internationale en faveur de la paix avec des initiatives pour un cessez le feu immédiat en Ukraine, en Palestine et la reconnaissance par la France de l'Etat palestinien, etc. Autant de mesures souhaitées par une majorité de Françaises et Français.

En Pyrénées-Atlantiques, forts de nos trois député-e-s, nous entendons continuer à œuvrer, notamment à l'échelle des six circonscriptions du département, avec l'ensemble des organisations syndicales, associatives, démocratiques et tous les citoyens et citoyennes qui le souhaitent, à la mise en œuvre de ce programme et nous invitons toutes et tous à rejoindre notre dynamique sur le terrain.

C'est pourquoi, nos partis, membres de la Coordination politique des Pyrénées-Atlantiques du Nouveau Front Populaire, en soutien et en lien avec l'appel des organisations de jeunesse, appellent à se mobiliser et à manifester le samedi 7 septembre 2024 : à 11H devant la préfecture à Pau et à 11H devant la mairie à Bayonne.

